

Quelques réflexions sur l'entrée de l'Espagne dans la CEE avec une référence particulière à la France

In: Matériaux pour l'histoire de notre temps. 1986, N. 5. L'Espagne vers l'Europe. pp. 25-31.

Citer ce document / Cite this document :

Broder Albert. Quelques réflexions sur l'entrée de l'Espagne dans la CEE avec une référence particulière à la France. In: Matériaux pour l'histoire de notre temps. 1986, N. 5. L'Espagne vers l'Europe. pp. 25-31.

doi : 10.3406/mat.1986.401401

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mat_0769-3206_1986_num_5_1_401401

Quelques réflexions sur l'entrée de l'Espagne dans la CEE avec une référence particulière à la France

Dix ans après la mort de Franco, l'Espagne fait son entrée de jure sinon de facto dans la Communauté économique européenne. Mais si impatiemment attendue qu'elle ait été tant par les Européens sincères que par ses amis, cette entrée se fait dans un contexte difficile et dans un climat morose.

D'une Communauté en expansion, la crise, la concurrence japonaise, les déséquilibres du Tiers-monde et l'étroussure de vues britannique ont fait un ensemble frileux, égoïste. D'un ensemble de nations qui se voulaient — au moins dans les principes — une collectivité, on est passé sur le modèle britannique à une association au sein de laquelle chacun est attentif à recevoir plus qu'à donner et à mesurer ses efforts à l'aune de ses profits immédiats.

Communauté inquiète de nations qui au-delà des discours ne croient plus assez en elles pour croire en elle, communauté frileuse humainement comme le montre chez plusieurs de ses membres le débat sur les étrangers, qui s'inquiète de la baisse du nombre de ses jeunes mais n'est pas capable de promettre un avenir à ceux qui sont déjà là ; c'est cela le cadre d'accueil de l'Espagne.

Et d'un coup, ce qui était facile paraît risqué, ce qui était accepté paraît sujet à de nouvelles négociations, ce qui posait problème fait obstacle.

Ce climat peu engageant qui fausse la saisie de l'enjeu nous incite à quelques réflexions et mises au point tant le débat paraît faussé en France où les pressions pour une remise en question paraissent relever plus de nos propres insuffisances que du problème de l'Espagne stricto sensu.

Avant d'aborder les aspects purement économiques du problème, il paraît nécessaire de faire justice d'un argument avancé « en faveur » de l'intégration des deux pays de la péninsule à la CEE et dont la presse se fait souvent le vecteur : « Le renforcement de l'ancrage de la démocratie grâce au poids des autres partenaires ».

Cette argumentation qui part certes de louables intentions mais qui relève tout autant d'un complexe de

supériorité que nous qualifierons de « syndrome du frère aîné » s'appuie sur le passé franquiste (ou salazariste) et traduit une profonde méconnaissance des réalités espagnoles antérieures à la guerre civile.

Certes le régime politique espagnol de la seconde moitié du XIX^e siècle ne répond pas aux critères de la démocratie à l'anglaise sous sa forme edwardienne. Mais que l'on songe à la lenteur des progrès du suffrage universel dans le Royaume-Uni de la Reine Victoria. Que l'on compare la démocratie limitée de la Restauration espagnole au système politique prussien jusqu'en 1918 ou aux réalités du fonctionnement des institutions en Italie.

Si la guerre civile a été longue et cruelle, les démocraties de l'actuelle CEE n'en portent-elles pas une part de responsabilité ? L'histoire ne se réécrit pas mais il est possible de mesurer ce que la victoire des nationalistes doit à l'hypocrisie anglaise et à la pusillanimité française.

En outre, le fascisme italien date de 1922 et donc a duré vingt et un ans, le nazisme allemand né du fonctionnement des institutions démocratiques (et non d'une cruelle guerre intérieure) a duré douze ans. Tous deux sont morts de la défaite militaire de la nation. Le franquisme heureusement non comparable au nazisme même dans ses formes les plus inhumaines a certes duré trente cinq ans mais moins de dix huit ans se phase totalitaire. Il a bénéficié ensuite du soutien actif ou de la tolérance passive des démocraties occidentales. Les accords avec les Etats-Unis, les visites en Espagne du Président Pinay et après 1968 du Général de Gaulle sont sinon des cautions à tout le moins des acceptations d'une situation qu'explique le contexte international. Par conséquent, la « fibre démocratique » espagnole est au moins aussi solide en Espagne qu'elle l'est en Grèce, Italie ou Allemagne. L'argument politique que soutend une espèce de Rectorat que les politiques français veulent parfois exercer sur leurs collègues espagnols est non seulement erroné, mais déplaisant. La démocratie espagnole malgré Tejero (mais la française malgré 1958 ou 1962) est forte d'un consensus national et n'a guère besoin des béquilles

de la CEE.

Dans ce court exposé, nous nous bornerons au contexte économique qui apparaît sensibiliser le plus médias et opinion.

L'Europe est-elle pour l'Espagne la terre promise, l'assurance de la fin des difficultés spécifiques à son économie ? Si certains au Sud des Pyrénées ont pu le penser au cours des années soixante, les difficultés actuelles et la montée en force des intérêts nationaux dans la plupart des Etats formant la Communauté montrent que ces temps sont révolus. Seuls sans doute l'Italie qui se joue avec habileté des règlements européens et le Bénélux dont l'espace européen est l'arrière pays naturel paraissent moins acerbes.

Aujourd'hui, si l'adhésion à la CEE reste nécessaire, elle découle d'une foi dans un redressement futur plus que d'avantage spécifiques même à moyen terme.

Pour éclairer notre propos, il suffit de rappeler quatre points essentiels du cinquième programme commun de politique économique :

- Accroissement de la concurrence interne et ouverture de l'Europe sur l'extérieur
- Politiques monétaires harmonisées et lutte concertée (sic) contre l'inflation
- Utilisation des mécanismes monétaires aux fins de garantir l'équilibre de la balance des paiements de la Communauté (consolidée)
- Restructuration industrielle en faveur des secteurs d'avenir.

Sur l'ensemble de ces points, l'adhésion de l'Espagne entraînera pour son gouvernement des contraintes difficiles à surmonter. Ainsi, l'inclusion dans le SME et la participation à l'ECU vont contraindre l'Espagne à appliquer une politique des changes fixes dont l'incidence sur ses orientations économiques est forte ; car rester en dehors du SME c'est se priver des effets anti-inflationnistes et stabilisateurs de la discipline du système, c'est se priver de l'aide apportée en cas de difficultés par la politique d'intervention des banques centrales. Mais y participer c'est faire dépendre les ajustements nécessaires pour une économie structurellement inflationniste

des intérêts nationaux des partenaires.

De même, l'adaptation du système bancaire espagnol pose d'autres problèmes. La législation en vigueur dans la péninsule réglemente étroitement l'activité des banques étrangères mais autorise quasi librement leur installation. Or, la «clause de sauvegarde» européenne (Directive 77/780) concerne le second point ; ainsi sauf à modifier la législation — ce qui est difficile en raison des droits acquis — la Banque espagnole est la seule de la CEE à ne bénéficier d'aucune protection.

Troisième remarque : alors que la structure industrielle espagnole est l'une des plus fragiles de la CEE et que la pénétration étrangère y est des plus importantes, les aides directes ou indirectes seront plus difficilement accordées par Madrid et soumises à l'approbation des commissaires de Bruxelles dont les motivations ne relèvent pas toujours de l'équité. Ainsi devront être réduites les aides publiques à la trésorerie des entreprises exportatrices et complètement réformés les décrets destinant de façon réglementaire certaines disponibilités des banques et caisses d'épargne à certains secteurs de l'économie à des taux préférentiels.

La réduction, certes progressive, des barrières douanières avec la CEE et l'adoption du tarif commun exigera une profonde réorganisation de l'appareil productif dont les secteurs les plus concentrés sont souvent aussi les plus fragiles : sidérurgie, construction navale, automobile, électroménager, chimie organique. Tout cela exigera une aide massive de la Communauté assurée en d'autres temps mais combien réduite aujourd'hui alors que tous font appel à une caisse de moins en moins remplie. Mais surtout une fois dans la CEE, quel avenir pour l'industrie automobile espagnole aux unités de production moyennes alors que la robotisation favorise les très grandes séries et qu'elle réduit chaque jour plus les avantages tirés des différences de coûts salariaux ? D'autant plus que les constructeurs espagnols s'appellent (par ordre d'importance) Renault (Fasa), Volkswagen (Seat), Peugeot (Talbot/Citroën), Ford, Opel, Toyota (Ebro)...

Il en va de même pour l'industrie de l'électroménager face aux puissants pôles germano-hollandais (Philips/Grundig qui a pris le contrôle du premier producteur italien),

suédois (Electrolux puissant aussi en France et Italie), français (Thomson), allemand (Siemens, Braun). Comme celle de l'audiovisuel où les Japonais tournent les règlements européens grâce à la complicité britannique et de plus en plus allemande : ces branches industrielles dans une Espagne qui ne dispose pas des mêmes atouts d'environnement industriel ont-elles un avenir assuré si la Communauté exige un nivellement à terme des interventions publiques ?

Il y a là de la part des Espagnols un pari optimiste sur l'avenir que l'évolution française permet de considérer comme risqué. Mais admettons ce pari et ne considérons pas l'entrée de Madrid dans la CEE comme bénéfique à sens unique.

Demeure le problème agricole sur lequel il a été tant écrit et dit qu'il y a scrupule à ajouter à la longue litanie. N'envisageons que quelques aspects polémiques.

En premier lieu, la modernisation de cette agriculture. Compte tenu des contraintes naturelles et de l'atomisation de la majeure partie des exploitations (contrairement à l'image véhiculée au nord des Pyrénées), la crainte d'une explosion des productions légumières et fruitières espagnoles, cheval de bataille de la FNSEA et des politiques français est par bien des aspects une rossinante. Pour être rentable, cette expansion exige une réorganisation des propriétés et des marchés de production, une amélioration de la collecte et surtout une extension des surfaces irriguées. Tout cela exige d'importants moyens financiers auxquels l'économie espagnole aux prises avec tant d'autres réorganisations peut difficilement faire face. De son côté, le financement européen via le FEOGA, le FED et même certains aspects du FEDER est à la fois limité et disponible seulement sur décision commune. Sans vouloir critiquer outre mesure, le risque espagnol nous paraît plus faible que deux évolutions actuelles internes à la CEE.

Pour les légumes, le risque espagnol concernant les tomates et qui inquiète tant les cultivateurs français, est faible comparé à l'absence de tout contrôle sur la production italienne de Sicile, contrôle politiquement inapplicable alors que le pouvoir espagnol est beaucoup plus efficace. De même, les tomates hollandaises au gaz à prix coûtant, outre leur absence de qualité gusta-

tive, reviennent moins cher que les espagnoles au point que, compte tenu de la régularité annuelle d'une production peu sensible aux aléas naturels, les grandes centrales d'achat françaises : Promodes, Carrefour, Viniprix, Sapac Prisunic, ont avec les coopératives hollandaises des contrats à long terme. Lors des périodes de surproduction française de l'été dernier si la tomate espagnole avait disparu des marchés (et sujette aux destructions sur l'autoroute A9) une enquête a montré la présence dominante de la hollandaise dans les chaînes indiquées.

Ainsi, il ne nous paraît pas assuré que l'Espagne bénéficie à coup sûr du Marché commun pour l'expansion rapide de ses exportations agricoles alors même que pour des raisons de structure les secteurs des céréales et de l'élevage risquent de souffrir durablement non seulement de la concurrence française mais aussi néerlandaise, allemande, danoise dans une Europe largement excédentaire. Ceci sans compter l'impact sur une industrie agroalimentaire déjà dominée en Espagne par les groupes étrangers : GERVAIS, BEL, UNILEVER, NESTLÉ, GENERAL BISCUIT, DOUW EGBERT...

Il est certain que l'augmentation attendue de la production espagnole va accroître les excédents européens dans les secteurs fruitier et viticole. Mais moins qu'il n'a été dit car l'Espagne bénéficie déjà depuis 1970 dans le cadre des accords de préférence, de grandes facilités sur le marché communautaire. Plutôt que de limiter l'Espagne dans ce qu'elle a de rares avantages naturels peut-on espérer que l'Europe accepte d'envisager la limitation des agricultures marginales et partiellement artificielles des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la RFA et localement de la France. D'autant plus que deux de ces pays : RFA et Pays-Bas sont les grands bénéficiaires industriels de la CEE et le seront encore plus dans la péninsule ibérique.

L'équilibre Europe de l'Ouest/reste du monde ne sera pas modifié à la suite de l'entrée de l'Espagne dans la CEE quoi qu'en craignent les Etats-Unis. Les seuls en droit de s'inquiéter sont les Etats associés du pourtour de la Méditerranée : Maroc, Tunisie, Israël, Egypte. Les accords existant les protégeront moins de la concurrence espagnole. C'est certainement là un point à améliorer.

EL PAIS

DIRECTOR: JUAN LUIS CEBRIAN

DIARIO INDEPENDIENTE DE LA MAÑANA

MADRID, JUEVES 2 DE ENERO DE 1986

Redacción, Administración y Talleres: Miguel Yuste, 40 / 28037 Madrid / ☎ (91) 754 38 00 / Precio: 60 pesetas / Año XI. Número 3.194

El 'Boletín Oficial del Estado' publicará hoy los documentos de la adhesión

Desconcierto sobre la aplicación del IVA durante el primer día de España en la CEE

La CEE ya tiene 12 miembros. España y Portugal son desde ayer países comunitarios, y sus respectivas banderas ondean en Bruselas. La primera consecuencia inmediata para los españoles, la entrada en vigor del impuesto sobre el valor añadido (IVA), tuvo en el día de ayer una repercusión escasa y desigual, por la festividad y porque en los pocos establecimientos y servicios disponibles para el público se advirtió un desconcierto derivado de la falta de información.

Holanda reemplazó ayer a Luxemburgo en la presidencia de la CEE, con el compromiso de continuar el proceso de la reforma comunitaria. Por otra parte, los documentos por los que España se incorpora a la CEE se insertaron en un Boletín

Oficial del Estado de carácter especial, que será distribuido hoy y que, con sus 693 páginas, será el más abultado en su historia.

El estreno del IVA apenas fue notado ayer entre los consumidores, porque la festividad del día mantuvo inactivos casi todos los centros de producción, comercio y consumo, donde el ajuste empezará hoy. También porque los escasos establecimientos y servicios abiertos carecían de información sobre el nuevo tributo. Pero las excepciones indicaron al menos dos hechos: la resistencia a la baja en los precios de los productos que, según el Gobierno, tendrán menos impuestos (por ejemplo, espectáculos y medicamentos), y el desinterés de gran parte de los consumidores afectados por diferenciar las subidas de precios debidas al IVA de las provocadas por los factores habituales.

Entre los servicios que funcionaron a pesar de la festividad, taxis, hoteles y algunas cafeterías y restaurantes han sido los primeros en aplicar el IVA, al subir los precios en porcentajes que oscilan entre el 6% y el 30%. En cambio, los espectáculos y las farmacias mantuvieron, por lo general, sus precios, pese a que se había informado que los primeros deberían bajar una media del 7%, y los medicamentos, un 1%.

Los primeros afectados por el IVA mostraron desinterés por saber qué subidas de precios se debían al nuevo tributo y cuáles obedecían al ajuste a los nuevos costes. En una cafetería madrileña que vende cerca de tres centenares de artículos y que subió sus precios del 6% al 12%, sólo uno de los 2.500 clientes pidió factura.

Páginas 43 a 45
Editorial en la página 10

Reagan y Gorbachov se desean un año de paz a través de la televisión

Ronald Reagan y Mijail Gorbachov intercambiaron ayer, a través de la televisión, mensajes de Año Nuevo a los pueblos regidos por cada uno de ellos, en lo que constituyó el primer resultado palpable de la reunión mantenida por los líderes de Estados Unidos y la Unión Soviética los pasados 19 y 20 de noviembre en Ginebra.

Por primera vez desde 1972, un presidente norteamericano se dirigió ayer a los espectadores de la televisión estatal soviética para pedirles que caminen juntos en búsqueda de la coexistencia pacífica: "Hagamos de 1986 un año de paz". Simultáneamente, los norteamericanos pudieron contemplar en sus televisores a un sonriente Gorbachov asegurándoles que "el pueblo soviético está comprometido con la paz".

El intercambio de mensajes sirvió para ilustrar cuán alejadas se encuentran ambas superpotencias a la hora de encarar la defensa antimisiles. Reagan aprovechó para alabar su Iniciativa de Defensa Estratégica (SDI) o guerra de las galaxias, mientras que Gorbachov hizo votos para que ambos países "sigan el camino de la reducción de sus arsenales nucleares y mantengan libre el espacio".

Gorbachov apareció en las salas de los norteamericanos ataviado con traje azul, caladas las gafas y sentado ante una mesa de estilo francés. Su forma de hablar fue más pausada que la de Reagan, y el contenido de su mensaje, más general. En cambio, el presidente norteamericano —con traje también azul y sentado ante una bandera norteamericana y una foto de su esposa— descendió a más detalles, y llegó incluso a hacer una llamada de atención sobre el tema de los derechos humanos.

El diario *The Washington Post* informaba ayer que Moscú prefiere que la próxima cumbre entre ambos dirigentes, que se acordó celebrar este año en Washington, sea aplazada hasta el mes de septiembre.

Página 3

HOY, EN EL PAIS



Los secuestradores de Guzmán Uribe no se han puesto en contacto con la familia

Página 15

Israel y EE UU piden una acción internacional contra Libia

Página 4

205 personas han muerto en accidentes de tráfico desde el 20 de diciembre

Página 18

Los mineros de Teruel salen del encierro tras un acuerdo que garantiza su trabajo

Página 48

Los periódicos valen desde hoy 60 pesetas

EL PAIS, al igual que los demás diarios de Madrid y Barcelona, sube desde hoy su precio a 60 pesetas los días normales y a 90 pesetas los domingos y otros días que publique suplementos en color.

LIBROS



La fotografía recoge el momento en que la bandera española fue izada a medianoche de ayer por primera vez en la sede de las Comunidades Europeas en Bruselas.

Para estar bien informado usted necesita

tiempo

EXCLUSIVA

FELIPE GONZÁLEZ ESCRIBE SOBRE EUROPA
Artículos de los presidentes de los países de la CEE

- LA CLAVE DEL CESE DE BALBIN
- Declaraciones del ministro Serra "NO ES NECESARIO ENTRAR EN LA OTAN MILITAR"
- EL SUPERLADRÓN INGLÉS VIVE

El Gobierno espera que Carrington admita la permanencia de España en la OTAN con su actual 'status'

Cualificadas fuentes diplomáticas españolas afirmaron ayer que el Gobierno espera que lord Carrington admita en Madrid que España puede permanecer en la OTAN en las mismas condiciones que ha venido haciéndolo en los últimos años. Es decir, sin participar en su cadena de mandos y prolongando su presencia en el Comité Militar.

presidente del Gobierno español, Felipe González.

El secretario general de la OTAN, lord Carrington, llega esta tarde a Madrid para realizar la primera visita oficial a España de un funcionario de su rango en la Alianza Atlántica. Según fuentes diplomáticas, el Gobierno socialista espera que Carrington mantenga una reunión con la hora de

En dernier lieu, survolons un des aspects les plus sensibles de la question : les inquiétudes françaises.

Il est clair que dans le domaine agricole, l'inquiétude française est la plus vive pour les fruits et légumes et surtout point traditionnellement «chaud» politiquement parlant : le vin. C'est une vieille querelle dont j'ai déjà fait l'étude pour la période 1850-1924 dans ma thèse de Doctorat et qui a envenimé les relations bilatérales et souvent causé du tort aux exportations industrielles françaises. Si le vignoble espagnol est le plus étendu du monde, ses rendements sont faibles. Leur accroissement redouté et agité comme un drapeau rouge n'est pas aussi aisé qu'on veut bien le dire. Changement de cépages et taille différente n'y suffiront pas. Il faudrait une irrigation malaisée dans les régions considérées et d'un coût tel qu'on en voit mal et la rentabilité et surtout le financement une fois l'Espagne dans la CEE. Quand bien même la concurrence s'aggraverait, elle devrait permettre de reposer deux problèmes français : notre exportation qui de façon incompréhensible est inférieure à l'italienne malgré les prix excessifs de certaines appellations françaises et surtout sur certains marchés comme les USA aux ventes allemandes, ce qui indique que des progrès sont à faire chez nous. Elle devrait permettre également de reposer la question du vignoble du Bas-Languedoc de coût économique et social élevé et de qualité médiocre. La question se pose en termes de mutation tout en reconnaissant l'absence actuelle de solution économiquement et socialement acceptable.

Un autre aspect découle du déficit durable de notre commerce extérieur face à l'Espagne. Globalement, les échanges CEE/Espagne sont nettement en faveur de la CEE des neuf. Mais ce surplus provient des échanges RFA/Espagne, Benelux/Espagne, Italie/Espagne alors que depuis 1976 les échanges de la France sont constamment négatifs au détriment de la France, ce depuis 1976 (mais ceci était aussi vrai en 1914).

Or, l'analyse de la dégradation des échanges bilatéraux fait ressortir que si l'agriculture y joue un rôle réel, la cause de plus en plus pesante provient d'un déséquilibre croissant dans le secteur des biens manufacturés. Mis à part l'automobile dont le courant d'échanges est

dépendant de la politique des groupes Renault et Peugeot, le déficit est directement soumis aux performances de l'industrie française. Phénomène bien connu puisqu'en 1985 par exemple la France a connu un même déficit envers tous les pays industrialisés à l'exception du Royaume-Uni, de la Belgique et de la Suisse. Or, ce déficit comme nous l'avons montré dans d'autres études est une constante française depuis trois quarts de siècle.

Dans le cas de l'Espagne, l'industrie péninsulaire a réalisé au cours des dernières vingt-cinq années une quasi autosuffisance dans la plupart des secteurs industriels traditionnels. Si le marché se ferme donc aux produits courants, il ne s'en ouvre que plus aux produits de luxe (pas de voitures courantes mais au contraire «haut de gamme») aux biens d'équipement et aux nouvelles technologies. Or, ce sont là des secteurs dans lesquels l'industrie française est particulièrement déficiente. Si la préférence européenne doit avantager les partenaires cela risque de se faire dans les années à venir au profit de la RFA, des Pays-Bas voire du Japon (par l'intermédiaire des unités de production installées en Angleterre en particulier) et même de l'Italie (textile, bureautique) tous secteurs dans lesquels l'industrie française manque de compétitivité.

Cette faiblesse est également nette dans les secteurs de pointe où l'étranger a investi sur le sol espagnol. Mis à part Thomson, Rhône Poulenc, Michelin, peu de Français concurrencent les grands chimistes allemands (Hoechst, Bayer, BASF, Benckiser), néerlandais (Akzo), américains, ou les électroniciens de même origine. Seule l'industrie pharmaceutique française a longtemps fait jeu égal mais son passage progressif sous contrôle étranger (50 % environ de la capacité de production : Torade, Roussel...) aboutit à faire des filiales espagnoles de ces entreprises les structures d'implantation en Espagne de firmes allemandes ou américaines (comme dans le cas de Nativelle au début de 1986).

L'inquiétude justifiée de la France au sujet de l'entrée de l'Espagne dans la CEE ne trouvera aucune solution dans une simple renégociation des clauses. Ce que révèle la situation ce sont nos propres insuffisances auxquelles refus et protestations ne porteront pas remède. En tout état de cause, il faut relativiser les faits.

Comment admettre l'énorme déficit français avec la RFA (dix fois celui avec l'Espagne) avec les Pays-Bas (trois fois celui avec l'Espagne y compris dans le domaine agricole !).

L'attitude frileuse de nombre de responsables français de toute opinion et la méfiance d'une partie de la presse ne relèvent sans doute pas d'intérêts nationaux bien compris et qu'il faut promouvoir. Mais plutôt d'un état d'esprit qui accepte une telle situation face à l'Allemand et au Hollandais mais que vexent certaines réalités espagnoles et, nous le savons aussi, italiennes.

Albert BRODER
Professeur, Université de Lille III

DÉBAT

— Un problème fondamental est celui de la position stratégique de l'Espagne par rapport à l'Europe et au monde : l'Espagne a une situation stratégique de premier ordre entre l'Europe et l'Afrique, proche du Portugal et avec des liens nombreux et anciens avec l'Amérique latine (J. Gorkin).

Ouverture commerciale relative (en % du PNB 1980)

	Importations	Exportations
RFA	20.9	22.5
France	18.7	17.2
Grande-Bretagne	25.3	22.6
Italie	24.0	22.3
Espagne	13.5	9.7

Commerce extérieur par habitant en écu (1980)

	Importations	Exportations
RFA	1896	2042
France	1454	1337
Grande-Bretagne	1324	1181
Italie	996	924
Espagne	499	358

Importance de la CEE dans le commerce de certains pays :

	Importations	Exportations
RFA	47.8 %	49.1 %
France	46.3 %	51.9 %
Grande-Bretagne	38.7 %	42.7 %
Italie	44.3 %	49.0 %
Espagne	31.0 %	50.1 %

Source commune : Office statistique des Communautés européennes.

**Commerce extérieur espagnol (1980 en milliards de Ptas CEE-Grèce)
Part de la CEE (Grèce non incluse) dans le commerce espagnol)**

	Exports	Imports
Produits alimentaires & tabac	55.8 %	21.8 %
Energie combustibles et ass.	46.0 %	3.3 %
Matières premières	43.9 %	17.3 %
1/2 produits	41.0 %	62.7 %
Biens d'équipement	41.8 %	61.6 %
Biens de consommation	59.8 %	60.1 %
Total	49.0 %	30.7 %
Total en milliards de Ptas	1493,2	2450,6
Dont les «9»	731.2 %	752.3 %
Proportions du total :		
Produits alimentaires	17.8 %	9.4 %
Energie etc	3.9 %	38.5 %
Matières premières	6.6 %	10.9 %
1/2 produits	27.8 %	16.5 %
Biens d'équipement	18.3 %	26.1 %
Biens de consommation	25.5 %	14.6 %

Investissements étrangers en Espagne (1960-78) (Invest. autorisés)

En millions de Ptas. Source Dirección general de Transacciones exteriores. par I.C.E. N° 566/10/80 p. 69

Autre Source : BRODER A. Investissements étrangers et économie espagnole 1956-1978. in «Review» Sage publ. Edit. Los Angeles USA ; Fall 1985

Total : 241.197,5

Dont : USA : 33.4 %

Suisse : 17.0 (couvrent souvent des investissements tiers (France, USA ou pour des raisons fiscales des réinvestissements espagnols de profits non déclarés).

Licht : 1.2

CEE (les 6) : 28.55

dont RFA : 12.05
 France : 6.8
 P.B. : 4.3
 Belgique + Luxembourg : 3.7
 Italie : 1.7
 Note : aucun autre investisseur n'atteint 0,7 %

Principaux investissements français (1960-80 (autorisés)*

Source ICE N° 566

Bull (associé à l'époque à la General Electric US) : 417 Millions Ptas, Part Fse 100 %
 Lambert (Ciment) : 503 Millions Ptas, Part Française 100 %
 St Gobain (Crist. Esp.) : 265.5 Millions Ptas, Part Française 74 %
 Air Liquide : 1125 Millions Ptas, Part Française 64 %
 Carnaud : 168 Millions Ptas, Part Française 79 %
 Tubauto : 169 Millions Ptas, Part Française 75 %
 Thomson Brandt : 483.5 Millions Ptas, Part Française 100 %
 Rhône Poulenc : 285 Millions Ptas, Part Française 100 %
 Isodel Sprecher : 217 Millions Ptas, Part Française 70 %
 Marie Brizard : 286 Millions Ptas, Part Française 100 %
 Panletra mécanique : 211 Millions Ptas, Part Française 100 %
 Citroën : 1421 Millions Ptas, Part Française 77 %
 Carnaud (2^e inv.) : 421 Millions Ptas, Part Française 79 %
 Ferodo : 1276 Millions Ptas, Part Française 89 %
 Chocolat Cantalou : 150 Millions Ptas, Part Française 100 %
 Roussel Uclaf (filiale Hoescht RFA) : 191 Millions Ptas, Part Française 100 %
 ELF : 150 Millions Ptas, Part Française 71 %
 AGF Assurances Universo SA : 653 Millions Ptas, Part Française 99 %
 Poclain (majorité contrôle USA) : 312 Millions Ptas, Part Française 91 %
 AGF (2^e invest.) : 653 Millions Ptas, Part Française 99 %
 Cie Gle de Radiologie : 153 Millions Ptas, Part Française 96 %
 CGE Distribution : 153 Millions Ptas, Part Française 51 %
 Cie des lampes (Thomson/CGE) : 150 Millions Ptas, Part Française 100 %
 Renault : 3073 Millions Ptas, Part Française 76 %
 Financière Renault : 181 Millions Ptas, Part Française 100 %
 Rhône Poulenc (2^e invest.) : 282 Millions Ptas, Part Française 100 %
 Hypermarchés Continent : 252 Millions Ptas, Part Française 67 %
 GSI International (services) : 162 Millions Ptas, Part Française 60 %
 Compagnie Gle Entreprises (BTP) : 500 Millions Ptas, Part Française 73 %
 Penarroya : 297 Millions Ptas, Part Française 93 %
 Verreries d'Arques : 394 Millions Ptas, Part Française 100 %
 Potain/ELF : 163 Millions Ptas, Part Française 85 %
 Union Etudes et Investissements (Cie des Centres commerciaux) : 1664 Millions de Ptas, Part Française ND
 Affichage Giraudy (après 1982 Europe I) : 160 Millions Ptas, Part Française 100 %
 Louis Dreyfus & Cie : 194 Millions Ptas, Part Française 100 %
 Sté Export grandes marques (spiritueux) : 1170 Millions Ptas, Part Française 100 %

Chiffres en millions de pesetas courantes arrondis au million près par excès.

Place de la France dans l'investissement étranger par secteur sélectionné :

Industrie	Participation étrangère	Participation de la France
Verre	26.71 %	66.88 %
Pharmacie	22.30 %	3.68 %
Savons/Parfums	41.68 %	25.03 %
Machines et mécaniques (automobiles exclues)	18.88 %	14.70 %
Automobiles	66.93 %	23.60 %
Equipement auto	33.79 %	13.37 %
Caoutchouc	46.79 %	32.27 %

Source ICE Cit.

* Ne sont pas ici pris en compte les investissements immobiliers même provenant de sociétés financières telle La Hénin.

Autosuffisance agricole : 1980

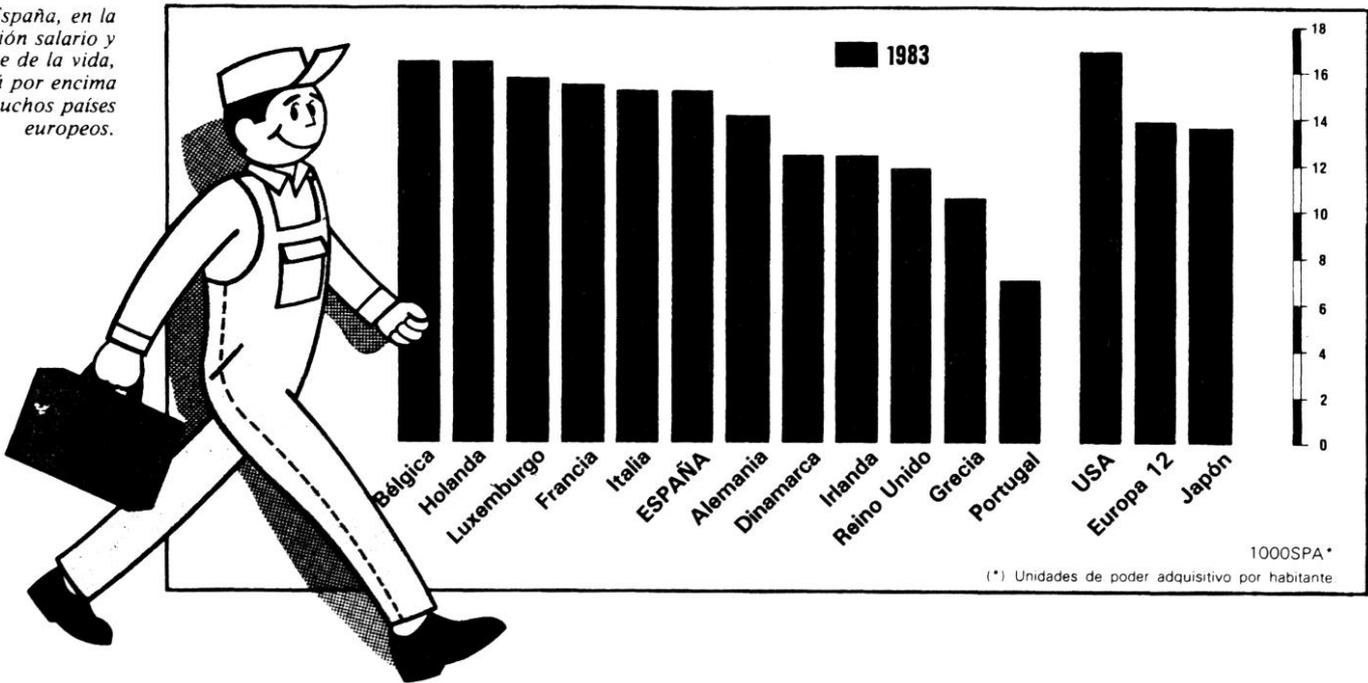
Espagne

Agrumes : 243 %
 Fruits : 110 %
 Légumes : 115 %
 Huile d'olive : 169 %
 Riz : 125 %
 Blé : 111 %
 Vin : 104 %
 Viande de porc : 92 %
 Viande de bœuf : 85 %
 Volaille : 99 %
 Oeufs : 102 %
 Maïs : 31 %

CEE A 9 (moins la Grèce)

Blé : 118 %
 Maïs : 66 %
 Riz : 131 %
 Pommes de terre : 102 %
 Légumes : 97 %
 Fruits sauf agrumes : 78 %
 Lait : 103 %
 Beurre : 119 %
 Viande de bœuf : 105 %
 Viande de veau : 103 %
 Volaille : 110 %
 Sucre : 136 %

España, en la relación salario y coste de la vida, está por encima muchos países europeos.



Dossier « Les Espagnols dans l'Europe » élaboré par la section économique de *Cambio16* (13 janvier 1986, n° 837). Le pouvoir d'achat : l'Espagne, dans le rapport salaire et coût de la vie, est au-dessus de beaucoup de pays européens.